

## **INTERVENTION DU PRESIDENT D'ALACO AU SEMINAIRE DE L'ARGA DU 19/09/2013**

**THEME DU SEMINAIRE: Le partage et l'identification des enjeux de gouvernance et les chantiers pour la Côte d'Ivoire.**

Mesdames et Messieurs,

### **I. Remerciements**

Avant tous propos, permettez que j'exprime la gratitude et la reconnaissance du Comité Exécutif National de l'ONG ALACO aux organisateurs de cet atelier. En m'autorisant à venir m'exprimer ici ce matin, le CEN me charge de vous transmettre notre salut fraternel. Fraternel, parce qu'il semble que nous regardons dans la même direction. Nous avons les mêmes objectifs pour notre continent Afrique, et cela ne fait que nous réjouir de savoir que notre combat a des échos.

Je salue toutes ces éminentes personnalités ici présentes que ce soit de l'ARGA, de la CSCI, de Transparency justice, et vous tous en vos rangs et qualité, je m'incline respectueusement. Modestement, nous essayerons d'apporter notre vision à ce tableau d'échange où nous espérons recueillir beaucoup des autres puisqu'il s'agit en définitif de partage.

### **II. Présentation d'ALACO**

Mesdames et Messieurs,

African League Against Corruption c'est de cette expression que nous avons tiré la dénomination de notre organisation.

En français, cela signifie Ligue Africaine de Lutte Contre la Corruption.

Pour la petite histoire, ceux qui comprennent la langue malinké doivent savoir aussi qu'ALACO veut dire : Affaire de Dieu ou Dieu dit.

Est-ce à dire que Dieu a décidé de lutter contre la corruption ?

Corrupteurs et corrompus sont donc interpellés !

Qu'est-ce qui a motivé la création d'une telle structure ?

Très rapidement, Mesdames et Messieurs, notre organisation est née le 15 Juillet 2000 dans l'enceinte du centre culturel de la Cathédrale Saint Paul du Plateau.

En effet, cette formalisation de la volonté des hommes et des femmes en une structure de lutte contre la corruption, est apparue après avoir fait le constat malheureux que l'Afrique, se porte très mal et que l'une des raisons de cette situation catastrophique provient de la gestion approximative de ses ressources. Nous avons compris qu'il fallait porter sur la place publique un sujet qui dépassait rarement le cadre des salons tant est que ce mal a fini par prendre racine dans nos mœurs.

Que faire face à cela ?

C'est ce que nous allons essayer de découvrir dans cette partie de notre intervention que nous avons intitulé, contribution d'ALACO.

### **III. Contribution d'ALACO**

Avant de poursuivre, il me paraît important à ce stade, de nous arrêter sur les notions de " Gouvernance et de Bonne Gouvernance."

En vérité, c'est l'essence de la présence de tous en ces lieux.

Qu'entends-t-on par Gouvernance ?

Qu'entends-t-on par Bonne Gouvernance ?

Beaucoup de mes prédécesseurs ont fait montre d'une grande clarté sur ces deux notions. M'aventurer encore sur cette voie paraîtrait superflu étant attendu que nous risquons de reprendre le même discours. Je voudrais pour cela passer sur les définitions étymologiques et présenter ces notions dans une vision conceptuelle.

En effet "Gouvernance" et Bonne Gouvernance" sont des mots actuellement utilisés dans la littérature sur le développement. La mauvaise gouvernance est considérée comme l'une des causes des maux de nos sociétés. Les Institutions Financières Internationales accordent de plus en plus leur aides et leurs prêts à la condition que des reformes garantissant une bonne gouvernance soient prises. Le

concept de gouvernance s'apparente au processus de prise et d'application des décisions. La gouvernance peut être utilisée dans plusieurs contextes entrepreneuriat, international, national et local.

Son analyse se concentre sur les acteurs formels et informels impliqués dans la prise de décision, l'application des décisions prises et les structures formelles et informelles mises en place pour les atteindre.

Le gouvernement est l'un de ces acteurs de même que les OSC.

La Bonne Gouvernance présente huit(08) caractéristiques majeures. A savoir : la participation, la recherche du consensus et de la responsabilité, la transparence, la réactivité, l'efficacité, l'équité et absence d'exclusion et le respect de la force de la loi.

Elle veille à ce que la corruption soit minimisée, les points de vue des minorités prises en compte et ceux des membres les plus vulnérables de la société entendues lors des prises de décision. Elle doit également répondre aux besoins actuels et futurs de la société. Dans l'Etat social de la France, **Jean-François Chantaraud** présente la gouvernance comme **l'ensemble des règles et méthodes organisant la réflexion, la décision et le contrôle de l'application des décisions au sein d'un corps social.**

**Pierre Calame**, quand à lui indique que le premier objectif de la **gouvernance est d'apprendre à vivre ensemble et à gérer pacifiquement la maison commune ; d'y assurer les conditions de la survie, de la paix, de l'épanouissement et de l'équilibre entre l'humanité et la biosphère.**

**Koffi Annan** pense que **la bonne gouvernance est le chemin le plus sûr pour en finir avec la pauvreté et soutenir le développement.**

Comme vous le constatez, c'est un idéal qu'il est difficile d'atteindre totalement. Toutefois, pour garantir le développement humain, des actions doivent être entreprises pour tendre vers cet idéal dans l'objectif d'en faire une réalité.

Pour cela, ALACO a choisit comme action, la lutte contre la corruption.

Que dire de cette endémie qui règne en seigneur sur notre continent et particulièrement en Côte d'Ivoire, qui n'a pas encore été dit ?

Depuis l'esclavage, en passant par la colonisation, la corruption a été aux rendez-vous des moments sombres de l'histoire du continent. La période des indépendances n'est pas en reste. Elle sera d'avantage marquée jusqu'à ce jour des conséquences de ce mal. Toutes les composantes de la société ne sont pas épargnées.

D'énormes sommes d'argent vont être détournées et servir à l'amélioration du cadre de vie d'une minorité.

Les institutions des états vont fonctionner à l'envers. Prétextant d'être mal payés, des agents publics vont instaurer un mode de travail impropre. Ce qui devait revenir à l'état et servir à l'éducation, à la santé, à la sécurité des populations va connaître d'autres destinations.

Une société d'impunité va s'installer et ce qui devait apparaitre comme un mal est accepté par la conscience collective comme une œuvre normale. Un haut cadre Japonais rencontré à un séminaire un jour, me disait en off : Le plus grand malheur de l'Afrique, c'est l'enrichissement spectaculaire des hommes politiques. Une réponse à cette situation pourrait donner des débuts de solutions à vos multiples problèmes.

La Côte d'Ivoire n'est pas épargnée de ce théâtre. Ce pays a connu dans son existence beaucoup de détournements de deniers publics. Après quelques coups de gueule, aucune réponse courageuse n'a été apportée à ces événements.

La dette par exemple, s'il est vrai qu'elle a servi à construire des routes, des écoles, des hôpitaux etc., il est aussi vrai qu'elle a servi à donner des ronds à certains de nos compatriotes.

Aucun secteur d'activité n'est épargné. D'ordinaire tout le monde voit les corps habillés parce que visibles sur nos routes.

Mais, il n'y a pas que ce milieu, l'administration n'est pas épargnée. Que dire de notre justice.

La grande justice, celle dont fait allusion la Bonne Gouvernance. Elle inspire plus l'injustice. Toutes ces décisions sont frappées de suspicions. Face à ce drame, ALACO recommande une volonté politique forte pour éliminer le mal.

Les tenants du pouvoir actuel essaient d'apporter leur solution.

Nous saluons à cet effet, l'existence du SNGRC, qui constitue un cadre de réflexion au service des autorités. Nous saluons également l'ANRMP, la Brigade de Lutte Contre la Corruption du Ministère de l'Economie et des Finances

Consciente que le combat contre la corruption est une œuvre de longue haleine, ALACO s'est fixé cinq (05) objectifs :

- Sensibilisation et éducation des populations
- Dénonciation des actes de corruptions
- Célébration de l'éthique
- Proposition des méthodes de lutte aux gouvernants
- Lutte contre la pauvreté

Il nous faudra certainement plusieurs vies pour arrivée à bout de la corruption. C'est pourquoi, nous y allons doucement avec nos maigres moyens.

Ainsi, notre organisation à mener quelques actions dont je soulignerai ici les grandes lignes :

1. Participation d'ALACO au forum de réconciliation Nationale en Novembre 2001
2. Organisation de plusieurs conférences (est-il-possible de lutter contre la corruption en Côte d'Ivoire ?, crimes économiques en Côte d'Ivoire, de la nécessité d'une enquête etc. .
3. Une semaine Nationale de lutte contre la corruption, au cours de laquelle, nous avons attribué le premier prix ALACO, le 15 Juillet 2004 au président Feu Camille Hoguïé.

5.

4. A ce titre, pour honorer la mémoire de ce grand Homme, nous avons donné son nom à la salle de réunion de notre siège et nous nous apprêtons à attribuer le nom Camille HOGUIE au prix ALACO pour la lutte contre la corruption.

Pour l'année 2013, dans le cadre de nos actions de sensibilisation, nous avons organisé cinq(05) conférences de presse avec les structures suivantes :

- L'OLPED, LES DOUANES, LA BANQUE MONDIALE, L'ANRMP, et la DMP.

Nous avons un site internet qui est : **www.alacor.org**. Et grâce à la générosité des membres, nous bénéficions d'un local qui nous sert de siège. Situé sur la route de Bingerville Riviera Akouedo, en face du nouveau Camp, Bâtiment Bethel, Appartement B3 et B4.

Mesdames et Messieurs pour clore nos propos, je voudrais lancer un cri de cœur à l'endroit de nos gouvernants.

Le 15 juillet 2000, dans notre première intervention en tant que président, nous avons demandé aux autorités d'alors de mettre sur pied une autorité Nationale de lutte contre la corruption.

En 2002, il y a eu quelques tentatives qui ont été très vite étouffées. En 2013 le SNGRC, avec le soutien d'autres organisations, a produit des textes importants qui pourraient aider la Côte d'Ivoire en matière de lutte contre la corruption.

Malheureusement, ces textes ont connus de profondes modifications au conseil des Ministres du 22 mai 2013. C'est le lieu, de suggérer fortement à notre exécutif de revenir aux textes initiaux.

Ensemble demandons à nos autorités de ne pas avoir peur de la lutte contre la corruption.

Mieux, nos actions ne sont dirigées contre personne. Réfléchissons sereinement aux instruments qui peuvent nous aider. En le faisant et c'est là que je termine, on devient agent de développement.

Je vous remercie !